

Relations industrielles Industrial Relations



Teachers, School Boards and Collective Bargaining : A Changing of the Guard, by Robert E. Doherty and Walter E. Oberer, Cornell University, Ithaca, N.Y., May 1967, 139 pages.

Pierre Dionne

Volume 23, numéro 1, 1968

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/027876ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/027876ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dionne, P. (1968). Compte rendu de [*Teachers, School Boards and Collective Bargaining : A Changing of the Guard*, by Robert E. Doherty and Walter E. Oberer, Cornell University, Ithaca, N.Y., May 1967, 139 pages.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 23(1), 178–179.
<https://doi.org/10.7202/027876ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1968

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

of government intervention. This includes legislative enactment, administrative procedure, and judicial pronouncement.

Experience in the United States has ranged from governmental passivity to congressional compulsion in the railroad controversy. Of course there are many intermediate positions of government persuasion and force.

To those who are interested in the delimitation of the proper scope of intervention of governmental activity and the weight to be accorded the role of public welfare in labor disputes, this publication is recommended. It will be of assistance in informing the reader of the current development in the United States in this sector of industrial relations.

Benjamin S. KIRSH

Management at the Bargaining Table, by K.O. Warner & M.L. Hennessy, Public Personnel Association, Chicago, 1967, 490 pp.

Il y a peu de secteurs dans l'administration publique qui soient plus fluides et plus dynamiques que le domaine des relations patronales-ouvrières. Les auteurs de ce volume considèrent les relations entre la direction des entreprises publiques et les organisations d'employés comme un phénomène en constante évolution.

L'élément le plus important dans le phénomène des relations patronales-ouvrières dans le secteur public est en fait la négociation collective. Ce concept est assez récent dans les services publics et relativement non développé dans l'histoire de l'administration publique. Warner et Hennessy croient qu'il est temps de présenter une analyse plus systématique du Comportement de la direction des entreprises publiques à la table des négociations.

Sans prétendre que ce livre soit une étude définitive et finale, on peut quand même dire qu'il présente une introduction d'assez large envergure à un sujet d'intérêt croissant. Cet ouvrage comporte 3 grandes parties. En premier lieu, « The Dynamics of Collective Bargaining », présente la direction des entreprises publiques et quasi-publiques. Ce chapitre ne se limite pas seulement au gouvernement, mais il touche les universités, les écoles publiques et les corporations publiques. Puis on rencontre dans « The Bargaining Process » l'employé organisé en syndicat, en association indépendante ou en association professionnelle. C'est dans « The Future of Collective Bargaining » que les

auteurs considèrent le problème dans l'optique du public, des payeurs de taxes qui reçoivent des services en retour des argents versés.

Même si ce livre étudie le problème de la négociation collective surtout dans l'optique de la direction des entreprises publiques, son contenu touche autant le public que les organisations de travailleurs.

Cette monographie n'est donc pas seulement un livre de recettes. Elle décrit le cadre à l'intérieur duquel la direction des entreprises publiques négocie avec les organisations d'employés et en plus rend compte des pratiques courantes. Les auteurs y offrent en plus des suggestions pratiques sur la planification et la conduite de la négociation collective et sur les politiques et décisions à prendre pour conserver des relations harmonieuses avec les organisations d'employés.

En plus, les auteurs avancent un certain nombre de conclusions sur l'avenir des négociations dans les services publics et ce que cet avenir peut réserver aux administrateurs publics. Disons finalement que ce livre présente en annexe une foule de documents qui permettent autant à l'étudiant qu'au praticien d'élargir ses horizons sur le sujet.

Jean SEXTON

Teachers, School Boards and Collective Bargaining: A Changing of the Guard, by Robert E. Doherty and Walter E. Oberer, Cornell University, Ithaca, N.Y., May 1967, 139 pages.

The authors of this book are qualified as experts in the new field of collective bargaining in public education. Both have picked up their briefcases and travelled on many occasions, one to serve as a moderator and arbitrator in teacher representation and bargaining disputes, the other to conduct conferences and workshops in employer-employee relations for school-board members, school administrators, and teachers.

This book was written during the summer of 1966. Thus, their findings are based on very recent history, an era that educational historian of the future will likely call the seminal period of formal collective employment arrangements in education. So, this booklet may serve as an alarm to those concerned with providing a more appropriate structure for teacher-school board relations in a time of somewhat chaotic, but creative, flux.

Their methodology was to reflect upon and compare their experiences « in the field », to study the relevant documents (agreements, salary schedules, statistical materials, statutes, opinions of courts, public agencies, and arbitrators, and the emerging speculations of scholars), and to interview veterans of the early campaign — in summary, to organize and share their experience, research, and thinking on the subject at hand. They have assumed that the questions that aroused their curiosity would hold similar intrigue for school officials, teachers, legislators.

To the authors four broad questions seem of fundamental importance: What has prompted this movement toward bilateral determination of employment conditions in public schools? What is the character of teachers organizations behind this movement? What are the legal questions raised by collective action among teachers and what legislation has been and should be enacted? What implications does teacher bargaining have on the quality of the educational enterprise? The four chapters of this book — *The Public School Teacher as Employee*, *The Public School Teacher as Organization Man*, *Teacher Bargaining and the Law: Some Questions and Answers Concerning Desirable Legislation*, *Implications of Collective Bargaining for the Quality of Education: A Look Ahead* — constitute an effort to answer the foregoing questions.

Pierre DIONNE

The Canadian Economy: Organization and Development, by Ian M. Drummond, Richard D. Irwin, Homewood, Illinois, 1966, 144 pp.

Ce livre présente une description des institutions, des organisations et des données statistiques, économiques vitales dans le cadre de la théorie économique générale.

Après avoir indiqué les principales dimensions de l'économie canadienne par une présentation détaillée des comptes nationaux et des relations économiques internationales de notre pays, l'auteur s'attache à ce qu'il considère comme une caractéristique fondamentale de notre économie: les disparités régionales. Avec justesse, il montre que même s'il n'y a pas de frontières légales entre les provinces, plusieurs obstacles psychologiques, économiques et sociaux empêchent la mobilité inter-régionale.

Ensuite, il procède à la description des divers secteurs de l'économie en faisant res-

sortir, au moyen de la théorie économique, la structure du marché des produits canadiens et les facteurs qui la déterminent.

La même théorie économique sert à illustrer la structure du marché du travail et une attention spéciale est apportée au rôle prépondérant que jouent les divers gouvernements. Car, selon l'auteur les gouvernements ne laissent pas les marchés du travail aux seuls aléas de l'offre et de la demande et de l'activité syndicale mais ils interviennent de plus en plus et avec beaucoup de vigueur dans les relations employés-employeurs.

Le système bancaire et le fonctionnement des diverses institutions financières sont également décrites en y soulignant l'importance de l'importation de capitaux étrangers pour couvrir les paiements sur les biens et services étrangers et l'importance de la Banque du Canada qui peut affecter cette situation au moyen des variations du taux d'intérêt et du taux de re-escompte.

Il est aussi question, dans ce volume, de la difficulté pour un état fédéral comme le Canada d'établir des politiques fiscales cohérentes alors qu'existent dix gouvernements provinciaux dont les pouvoirs s'accroissent continuellement. Même si cet inconvénient pose de sérieuses difficultés au niveau d'un des objectifs importants de la politique fiscale, la redistribution des revenus, l'auteur constate que malgré tout, celle-ci a réussi à réaliser une réallocation sensible des revenus entre les divers gouvernements.

Le volume se termine sur la croissance économique du Canada. Après avoir exposé l'évolution de cette croissance depuis un siècle, l'auteur cherche à interpréter les sources de ce développement. Il signale qu'il existe actuellement deux interprétations à ce sujet, chacune d'elles accordant une importance prépondérante aux relations économiques du Canada avec le reste du monde.

Le premier courant tend à associer la croissance des marchés internationaux avec la croissance de la production globale canadienne. Le second insiste sur le rôle prépondérant des tarifs. Sur ce dernier point cependant, il n'y a pas unanimité. En effet, certains prétendent que les tarifs ont eu des conséquences néfastes sur notre bien-être individuel tandis que d'autres leurs accordent les raisons principales de notre richesse économique.

Pour sa part, l'auteur prétend qu'un seul autre facteur a eu autant d'importance que les tarifs sur le développement économique